

Pays andins et Cuba : brèves n°05 de la semaine du 2 au 8 février 2018
(Avec la contribution des Services économiques de la région)

REGION

Forte dégradation du solde commercial de la France avec les pays de la région. Alors que la France affichait en 2016 un solde commercial positif de près de 100 MEUR avec les pays de la circonscription, elle a enregistré avec ceux-ci un déficit de plus de 400 MEUR en 2017, pour des raisons diverses selon les pays (baisse des exportations aéronautiques, hausse des cours des matières premières, crise au Venezuela...).

Pays	Solde 2016 (en MEUR)	Solde 2017 (en MEUR)
Bolivie	+10	-18
Colombie	+251	+5
Cuba	+102	+139
Equateur	-252	-293
Guyana	-8	-6
Pérou	-127	-218
Suriname	-28	0
Venezuela	+144	-16
Total région	+92	-407
<i>Brésil</i>	<i>+1 590</i>	<i>+1 230</i>
<i>Argentine</i>	<i>+692</i>	<i>+587</i>
<i>Mexique</i>	<i>+1 218</i>	<i>+937</i>

Source : Douanes françaises, CAF/FAB hors matériel militaire

La CAF émet sa première obligation de l'année. D'un montant de 1 Md EUR (pour une maturité de sept ans et un coupon de 1,125%), cette obligation est la plus importante réalisée jusqu'à présent dans cette devise. L'opération, structurée par BBVA, Crédit Agricole et HSBC, a recueilli pour 1,2 Md EUR de demandes.

BOLIVIE

Le Ministère de l'Economie et la Banque Centrale signent le Programme Fiscal 2018 avec une projection de croissance de 4,7%. Le Programme Fiscal Financier 2018 établit les principaux objectifs macroéconomiques du pays pour l'année en cours : les institutions boliviennes tablent sur une croissance de 4,7% et une inflation d'environ 4,5%. Le gouvernement considère que les secteurs de la construction et des chantiers publics ainsi que celui de l'électricité, du gaz et de l'eau seront à la tête de cette croissance, chacun avec une hausse de 7%. L'investissement public sera de 7,3 Mds USD (entreprises publiques incluses), ce qui entrainera une augmentation du déficit à 7,4%.

La Bolivie est parmi les 10 pays moins libres en termes économiques. Selon l'indice de liberté économique (ILE) développé par la Fondation Heritage et The Wall Street Journal, la Bolivie est parmi les dix pays moins libres en termes économiques dans le monde (score de 44,1). Cet indice est calculé à partir de la moyenne de 12 indicateurs (chacun évalué de 0 à 100) : droits de propriété, effectivité judiciaire, intégrité gouvernementale, pression fiscale, dépense publique, santé fiscale, liberté des affaires, liberté professionnelle, liberté monétaire, liberté commerciale, liberté d'investissement et liberté financière.

COLOMBIE

Vers une hausse de 45% du nombre d'utilisateurs de solutions de banque mobile en 2018. Selon les représentants de l'industrie, cette hausse sera notamment facilitée par des commissions réduites pour les opérations menées sur mobile ou la mise en place de surcharges pour les opérations en liquide. Actuellement, les espèces constituent le moyen de transaction préféré de 90% des ménages, contre 7% pour les cartes de débit, 2% pour les cartes de crédit et 1% pour les virements bancaires. Cette préférence pour les espèces vaut également pour les entreprises : 72% du montant de la fiscalité des entreprises sont réglés sous cette forme, tandis que moins de 4% des commerces acceptent un paiement par carte.

Les prix de l'essence à leur plus haut niveau historique. Le cours de référence du gallon d'essence à Bogota s'établit désormais à 9 042 COP. Le précédent plus haut, à 9 040 COP, remonte à avril 2012, mais était alors dû aux cours élevés du brut, et non à la faiblesse du peso.

Cession à venir des 32,5% de Telefonica-Movistar Colombia détenus par l'Etat. Cette cession vise à répondre aux demandes de l'OCDE en matière de désinvestissement du secteur (régulé par l'Etat) des télécommunications. La valorisation de cette participation a été confiée à BNP Paribas, Bank of America et Bancolombia.

Ouverture prévue d'un bureau de représentation par PKB Privatbank. La banque privée suisse, basée à Lugano, est actuellement la seule banque suisse disposant d'une activité de gestion de fortune en Amérique Latine (bureau à Panama, où elle centralise 1 Md d'actifs sous gestion pour l'ensemble du sous-continent). Elle prévoit également d'ouvrir un bureau en Argentine, malgré des poursuites à son encontre par les autorités suisses pour avoir enfreint ses obligations en matière de lutte contre le blanchiment dans le cadre de ses relations d'affaires avec les groupes brésiliens Petrobras et Odebrecht.

CUBA

La ministre du Commerce Intérieur a rejeté la possibilité de création d'un marché de gros pour les autoentrepreneurs à Cuba. Mary Blanca Ortega Barredo a annoncé cette semaine qu'aucun accès au marché de gros ne serait accordé aux *cuentalpropistas*, en dépit des demandes répétées du secteur *no estatal* pour flexibiliser les mécanismes d'accès aux intrants nécessaires au développement de leur activité. Par ailleurs, « l'irrégularité de certaines pratiques » et la volonté d'éviter « une concentration des richesses » auraient justifié le net ralentissement dans l'octroi de nouvelles licences le mois dernier par le gouvernement.

Cuba a annoncé son intention d'investir dans le développement des énergies renouvelables sur l'île à hauteur de 24% de son mix énergétique. A l'occasion du séminaire « *Renewable Energy in Cuba 2018* », qui s'est tenu du 30 janvier au 1^{er} février à La Havane et qui a réuni 16 pays, Rosell Guerra, le directeur des Energies Renouvelables du MINEM (Ministère de l'Energie et des Mines), a notamment affirmé que l'objectif de Cuba était d'atteindre une autonomie énergétique. L'ambitieux objectif fixé par les autorités cubaines est de constituer un parc énergétique composé à 24% d'énergies renouvelables d'ici à 2030. Similaire à celui que s'est fixé l'Union Européenne (27%), cet objectif nécessiterait dès lors d'importants investissements de la part du gouvernement cubain.

Le groupe Caribex souhaite mieux valoriser ses exportations en 2018. Réservée exclusivement à l'export et aux touristes, la vente de la langouste constitue un monopole d'Etat. Pour l'année 2018, le groupe a néanmoins fait savoir qu'il souhaitait diversifier son offre et modifier le processus de commercialisation de ce crustacé, en révisant sa tarification (+40% à +50%) et en tablant sur une augmentation des ventes qui pourraient atteindre 76 MUSD, soit une hausse de 3,7% par rapport à 2017. L'idée serait notamment d'élargir l'offre, en développant par exemple la culture d'autres crustacés, tels que les crevettes.

Les exportations américaines vers Cuba auraient augmenté de 25% en 2017. Les chiffres publiés par le Conseil Economique et Commercial Etats-Unis – Cuba montrent que le montant des exportations agroalimentaires en provenance des Etats-Unis vers l'île au cours de l'année 2017 s'est élevé à 250 MUSD, soit une augmentation de 50 MUSD par rapport à 2016, et ce en dépit des mesures restrictives de l'administration

Trump entrées en vigueur à la fin de l'année 2017. Les exportations de poulets (Arkansas) représentent ainsi plus de la moitié des ventes totales de productions agricoles, suivies du soja et du maïs.

EQUATEUR

Vers un processus de déflation ? L'Equateur a enregistré au 31 janvier 2018 une inflation mensuelle de 0,19%. Le taux d'inflation en glissement annuel au 31 janvier est pour sa part de -0,19%. Depuis le mois de septembre 2017, l'inflation en glissement annuel est négative, laissant craindre un processus de déflation qui s'expliquerait par la baisse des prix des produits importés liés aux accords commerciaux et à l'activité économique qui peine à décoller. La prévision d'inflation cumulée pour 2018 est de 1,5%.

La baisse de l'investissement public se confirme. Le gouvernement a dépensé 240 MUSD en investissements publics en janvier 2018, contre 663 MUSD en janvier 2017, soit une baisse de 40%. La variable d'ajustement budgétaire reste l'investissement public : le plan annuel d'investissements prévoit une baisse en 2018 de 78% par rapport à l'année 2017.

Résultats du référendum. Le « oui », promu par le gouvernement, l'a emporté (en moyenne à 70%) pour les 7 questions du référendum de dimanche 4 février. En conséquence, la fonction présidentielle est limitée à deux mandats, le conseil de participation citoyenne (qui désigne les autorités de contrôle telles que le procureur, les surintendants...) sera restructuré et élu par voie directe, des limites à l'exploitation minière et à l'exploitation du champ pétrolier ITT seront imposées et la loi sur la plus-value foncière et immobilière sera dérogée.

PEROU

Les investissements miniers ont augmenté de 15,7% en 2017. Selon le Ministère d'Energie et Mines (MEM), le secteur minier péruvien a enregistré des investissements totaux à hauteur de 4,9 Mds USD en 2017, soit une croissance de 15,7% par rapport à 2016. Ce résultat s'explique notamment par la croissance des investissements en termes d'infrastructure (+44,3%), d'exploration (+34,2%) et de biens d'équipement minier (+24,9%).

L'entreprise Kuntur Wasi annonce un arbitrage international contre l'Etat péruvien pour la construction de l'aéroport de Chinchero. Trois semaines après la fin des échanges directs avec le gouvernement au sujet de la fin du contrat de concession de l'Aéroport International de Chinchero à Cuzco, l'entreprise Kuntur Wasi a confirmé qu'elle fera recours à un arbitrage international contre le Pérou. A noter que ce contrat (partenariat public-privé pour 530 MUSD) fut terminé unilatéralement par le gouvernement en juillet 2017, trois ans après sa signature.

VENEZUELA

L'élection présidentielle est convoquée pour le 22 avril 2018. L'annonce du Conseil national électoral (CNE) est intervenue après l'échec des négociations entre le gouvernement et l'opposition en raison notamment de désaccords sur les conditions pour organiser une élection juste et transparente. Le président Maduro souhaite briguer un nouveau mandat alors que l'opposition reste divisée sur sa participation au scrutin.

L'hyperinflation s'accélère. Selon la commission des finances de l'Assemblée nationale, dirigée par l'opposition, l'inflation progresse de 84,2% sur un mois en janvier 2018, soit une hausse générale des prix de 4 068% sur un an. Certains économistes prévoient une inflation comprise entre 8 950% et 29 600% en juin 2018.

Le taux de change officiel DICOM s'établit à 30 987,50 bolivars par euro. Il demeure toutefois inférieur au taux parallèle qui s'élève à 286 037 bolivars par euro, le 8 février 2018. Les autorités monétaires évoquent des difficultés pour transférer les devises aux participants de la première enchère du *Nuevo* DICOM sous l'effet des sanctions financières américaines.

Laurent CHARPIN
Chef du service économique
régional de Bogotá